



### Exercice 1

Un matin, Thomas, apprenti chez Sprüngli & Partner Treuhand SA, arrive dans votre bureau et vous demande si vous pouvez lui expliquer en quoi consiste une convention entre actionnaires.

1. Expliquez à Thomas ce qu'est une convention entre actionnaires et si celle-ci est réglée par la loi.
2. Citez huit points contractuels habituellement mentionnés dans une convention entre actionnaires.

### Solution

1. Malgré la conception fortement liée au capital, il existe souvent dans la pratique un besoin d'organisation de la société anonyme liée aux personnes. Étant donné qu'un actionnaire ne peut être statutairement tenu de verser, pour acquérir une action, un montant excédant celui qui a été fixé lors de l'émission (cf. [art. 680 al. 1 CO](#)), l'introduction statutaire d'obligations de prestations accessoires n'est pas possible, contrairement à la Sàrl.

Dans une convention entre actionnaires, des accords sont conclus au sujet des droits et obligations des actionnaires.

La convention entre actionnaires n'est pas réglée par la loi.

2. • Préambule
  - Bases du contrat
  - Pourcentage des participations
  - Durée du contrat
  - Dépôt des actions
  - Clause pénale
  - Clause de sauvegarde
  - Succession juridique
  - Droit applicable, for et tribunal
  - Exercice du droit de vote
  - Composition du conseil d'administration
  - Clauses de concurrence
  - Droits de préemption
  - Signature et date

### Exercice 2

Monsieur Michael Saner, pour qui vous remplissez chaque année la déclaration d'impôt, vous appelle pour vous demander conseil sur le fait suivant:

Il a reçu un commandement de payer de l'office des poursuites en raison d'une facture non payée. Sur ce, il l'a réglée immédiatement et dit ne jamais avoir reçu de sommation, en relation avec la facture en question. Il vous demande alors si le créancier a le droit d'engager une poursuite sans sommation préalable.

### Solution

Oui, étant donné qu'en Suisse, la sommation constitue en quelque sorte un rappel de paiement volontaire, le créancier peut engager une poursuite contre son débiteur retardataire dès le lendemain de l'échéance du délai de paiement.

En Suisse, la procédure de sommation n'est pas réglée par la loi. Le titulaire d'une créance est donc libre de déterminer, après échéance du délai de paiement, s'il souhaite émettre un rappel à l'encontre du débiteur pour la facture en souffrance, au bout de combien de temps et à quelle fréquence. Dans la pratique, la sommation en trois étapes est la plus courante.

### Exercice 3

La société Sprüngli & Partner Treuhand SA a récemment accompagné et conseillé les jeunes entrepreneurs Jörg Jost et Paul Zehnder concernant la reprise d'une entreprise maraîchère avec un fleuriste. Monsieur Jost est architecte paysagiste et Monsieur Zehnder est jardinier paysagiste. Ils disposent chacun d'une fortune épargnée de 150 000 francs environ. Côté vie privée, ils forment un couple (chacun est sans enfant). Les deux étant très satisfaits du travail fourni par Sprüngli & Partner Treuhand SA, ils veulent maintenant se faire également conseiller d'un point de vue privé. Ensemble depuis sept ans, ils songent à faire enregistrer leur partenariat. Les deux sont titulaires d'une assurance du 2<sup>e</sup> et du pilier 3a.

1. Expliquez-leur la situation concernant les deux assurances de prévoyance après enregistrement du partenariat si l'un venait à décéder.
2. Comment la situation se présenterait-elle concernant le 2<sup>e</sup> pilier et le pilier 3a s'ils n'enregistraient pas leur partenariat et si l'un des deux venait à décéder?
3. Quel est le traitement fiscal d'un éventuel versement de capital du 2<sup>e</sup> pilier ou du pilier 3a au partenaire survivant si leur partenariat n'a pas été enregistré?
4. Quelles mesures supplémentaires Monsieur Jost et Monsieur Zehnder pourraient également prendre pour faire bénéficier le partenaire d'autres droits et obligations sans faire enregistrer le partenariat?
5. Quelle autre conséquence pourrait-il y avoir en cas de maladie ou de séjour à l'hôpital en l'absence d'enregistrement du partenariat?

### Solution

1. Un partenaire enregistré est assimilé à un conjoint et aurait ainsi le statut d'héritier légal.
2. 2<sup>e</sup> pilier: Ils devraient se faire avantager auprès de chaque caisse de pension (selon le règlement) afin que le capital décès d'une partie soit versé au partenaire survivant.  
Pilier 3a: Ils peuvent se favoriser mutuellement s'ils vivent ensemble sans interruption depuis cinq ans au minimum et qu'un avis écrit a été expressément transmis à l'établissement du pilier 3a.
3. Le versement de capital du 2<sup>e</sup> pilier ou du pilier 3a au partenaire survivant est imposé au taux de l'impôt spécial sur les prestations de capital conformément à l'[art. 38 LIFD](#).
4. Testament, écrire un mandat pour cause d'incapacité et des directives anticipées du patient; validation par l'APMA; aussi: représentativité auprès de la banque/du médecin, etc.
5. Aucun droit de visite ou de renseignement pour le partenaire car pas de proche parent.